

Soudan

Abdallah Hamdok, un économiste de l'ONU devenu Premier ministre du Soudan

AFP
Khartoum/Soudan

ABDALLAH Hamdok, investi Premier ministre soudanais mercredi, est un économiste chevronné qui devra s'atteler à redresser un pays à l'économie exsangue. Né en 1958, M. Hamdok a fait carrière dans des organisations internationales et régionales, notamment comme secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU à Addis Abeba. Après avoir étudié l'économie agricole à Khartoum, il a obtenu un master à Manchester, en Grande-Bretagne. Ce moustachu aux cheveux grisonnants est originaire du Kordofan-Sud, un Etat du sud du pays en proie, comme ceux du Nil Bleu et du Darfour, de-

puis plusieurs années à un conflit entre rebelles et forces gouvernementales.

Arrivé en provenance d'Addis Abeba, il a été accueilli mercredi à Khartoum par deux membres civils du nouveau Conseil souverain, chargé de superviser le travail du gouvernement durant la transition.

"Les priorités du gouvernement seront d'arrêter la guerre, de construire une paix durable, de faire face à la sévère crise économique et de mettre en place une politique étrangère équilibrée", a-t-il déclaré.

Souriant, il a assuré après sa prestation de serment: "avec la bonne vision et les bonnes politiques, nous pourrions affronter cette crise économique". Il a promis d'établir un programme d'urgence pour faire face aux pénu-



Abdallah Hamdok, le nouveau chef du gouvernement soudanais.

ries des produits de base dont a récemment souffert le Soudan et ses 40 millions d'habitants.

Les manifestations ayant notamment provoqué la destitution en avril par l'armée du président Omar el-Béchir après 30 ans à la tête du pouvoir, avaient été déclenchées en décembre dernier par la décision du gouverne-

ment de tripler le prix du pain.

- Bonne gouvernance - Sur le long terme, M. Hamdok a souligné la nécessité d'améliorer la productivité et de reconstruire un secteur bancaire qui, selon lui, s'est presque effondré.

Ses compétences d'économiste semblent prouvées, d'après son

autobiographie officielle distribuée aux médias.

M. Hamdok est "très crédible au sein de la finance en Afrique et des institutions de développement, le Fonds monétaire international et le Club de Paris" des pays créanciers, selon le texte.

Il a travaillé pour la Banque africaine de développement et est réputé avoir élaboré des politiques ayant stimulé la rapide croissance économique de l'Ethiopie sous le gouvernement de Meles Zenawi.

Au sein de la population, on semble satisfait de sa désignation alors même qu'il n'a pas participé au mouvement de contestation. Il vivait à l'étranger. "Il a les compétences dont nous avons le plus besoin actuellement", estime Soumaila Ibrahim, 21 ans, étudiante à l'Université de Khartoum.

M. Hamdok jouit également d'une image de champion de la transparence et de la bonne gouvernance forgée au cours de sa carrière.

En 2018, le président Béchir l'avait désigné ministre des Finances, mais M. Hamdok avait refusé le poste.

Il a notamment siégé au conseil d'administration de la Fondation Mo Ibrahim, fondée par le milliardaire soudano-britannique du même nom pour promouvoir la bonne gouvernance en Afrique.

En tant que chef du gouvernement, qui devrait être formé le 28 août, M. Hamdok devra s'appuyer sur son expérience dans des initiatives de paix africaines pour mettre fin aux conflits au Darfour, dans le Kordofan et au Nil Bleu.

Russie-Mozambique-Politique

Filipe Nyusi à Moscou, à deux mois de la présidentielle

AFP
Moscou/Russie

LE président du Mozambique a été reçu jeudi au Kremlin par Vladimir Poutine, une visite qui s'est soldée par la signature d'accords bilatéraux censés renforcer la coopération dans les domaines de la sécurité et des hydrocarbures, à l'approche de la présidentielle mozambicaine. Cette visite, la première d'un dirigeant du Mozambique en Russie depuis 1987, intervient trois semaines après la signature d'un accord de paix historique entre le gouvernement de ce pays d'Afrique

australe et la Renamo, l'ex-rébellion, devenue principal parti d'opposition.

Elle survient également à moins de deux mois de l'élection présidentielle du 15 octobre au Mozambique où M. Nyusi va briguer un deuxième mandat. "Je vous souhaite du succès à ce scrutin", a déclaré M. Poutine, lors de la rencontre avec M. Nyusi. L'Union soviétique, qui a reconnu l'indépendance du Mozambique le jour de sa proclamation en 1975, "a joué un rôle important dans l'instauration de ses structures d'Etat", a-t-il rappelé.

"Sur le plan commercial et économique, la situa-



Le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue du Mozambique, Filipe Nyusi, hier à Moscou.

tion est pour l'heure assez modeste", a-t-il ajouté, les échanges commerciaux entre les deux pays s'étant établis à 115 millions de dollars en 2018.

"Mais nous avons de très bonnes perspectives", a affirmé M. Poutine.

Des accords sur la protection mutuelle des informations secrètes et sur la

coopération entre les ministères de l'Intérieur des deux pays, ainsi qu'un protocole d'accord sur la coopération entre le groupe pétrolier russe Rosneft et le Mozambique, qui regorge d'importantes réserves de gaz naturel, ont été signés dans le cadre de cette visite.

"Nous avons des ressources naturelles et nous attendons des investissements russes pour utiliser ces ressources pour le bien du peuple", a déclaré M. Nyusi dans une interview à l'agence officielle russe TASS, publiée à la veille de sa rencontre avec M. Poutine.

La Russie qui cherche ces dernières années à ren-

forcer son influence en Afrique, et le Mozambique avaient déjà procédé en 2017 à une initiative novatrice d'échange de dettes qui a permis de débloquer 40 millions de dollars pour fournir notamment des repas scolaires à des dizaines de milliers d'écoliers mozambicains.

Cet échange de dettes avait été salué par le Programme alimentaire mondial comme "le plus important de l'histoire du PAM".

En 2018, la Russie et le Mozambique se sont également mis d'accord sur l'envoi de conseillers militaires russes dans ce pays où ils étaient très présents à l'époque soviétique.

Turquie-Russie-Iran-Diplomatie

Un sommet sur la Syrie à Ankara le 16 septembre

AFP
Ankara/Turquie

LES présidents russe, iranien et turc se réuniront à Ankara le 16 septembre pour un sommet consacré à la Syrie, a indiqué le porte-parole de la présidence turque. "Le président (Recep Tayyip Erdogan) accueillera un sommet tripartite avec la Russie et l'Iran à Ankara", a déclaré Ibrahim Kalin, lors d'une conférence de presse mercredi soir. Les dirigeants discuteront de l'accord conclu en 2018 entre Moscou et Ankara

sur Idleb, dernier bastion de l'opposition en Syrie, de l'établissement d'une commission constitutionnelle et de la manière de poursuivre le processus politique, a précisé M. Kalin.

L'annonce survient au moment où le régime syrien, soutenu par Moscou et Téhéran, a repris la ville stratégique de Khan Cheikhoun dans le sud de la province d'Idleb.

Jihadistes et rebelles, soutenus par Ankara, s'étaient retirés de Khan Cheikhoun ainsi que de secteurs voisins dans le nord de la province de Hama face à l'avancée du régime.



Les présidents Hassan Rouhani, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se retrouvent prochainement pour un sommet sur la situation en Syrie.

Près de 900 civils ont été tués depuis le début, en avril, de la campagne

militaire du régime de Bachar al-Assad contre cette province et contre

des secteurs de celles voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié, également aux mains des jihadistes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda), selon une ONG.

Et plus de 400.000 personnes ont été déplacées par les violences dans cette région, d'après l'ONU.

La région d'Idleb était censée être protégée par un accord sur une "zone démilitarisée", conclu en septembre 2018 par Ankara et Moscou. Mais cet accord n'a été que partiellement appliqué. L'avancée du régime a

laissé un poste d'observation turc, le neuvième, encerclé à Morek, au sud de Khan Cheikhoun. Mais la Turquie insiste qu'elle maintiendra ses positions. "Il n'est pas question de fermer ou de déplacer le 9e poste d'observation", a déclaré M. Kalin. "Le 9e poste d'observation reste à sa place, tous les autres postes d'observation prévus et ceux que nous avons mis en place dans le cadre de l'accord d'Idleb continueront à opérer là où ils sont."

La Turquie dispose actuellement de 12 postes d'observation à Idleb.